

L'inutilité, fléau moderne

par

■ **Pierre-Noël Giraud** ■

Professeur d'économie à MINES ParisTech
et à l'université Paris-Dauphine

Auteur de *L'homme inutile – Du bon usage de l'économie*

■ **Jean-Hervé Lorenzi** ■

Président du Cercle des économistes

■ **Louis Gallois** ■

Coprésident de La Fabrique de l'industrie

■ **Michel Berry** ■

École de Paris du management

En bref

Pour Pierre-Noël Giraud, les damnés de la terre du XXI^e siècle ne sont plus les ouvriers surexploités de Zola, mais les hommes inutiles, ceux qui s'entendent dire que l'on n'a pas besoin d'eux : chômeurs, travailleurs précaires, jeunes aux candidatures rejetées, paysans sans terre, etc. Ils en sont réduits à vivre de l'assistance publique ou familiale, ou survivent sans moyens d'améliorer leur sort, car ils sont enfermés dans des trappes d'inutilité dont il est impossible de sortir. Cela crée un sentiment d'injustice, de plus en plus puissant lorsque les inutiles se multiplient. Ainsi germent les phénomènes de boucs émissaires, les populismes, voire les guerres civiles. Éradiquer l'inutilité est aujourd'hui un objectif bien plus important que courir après la croissance, et cela suppose de revoir en profondeur les instruments et les usages de l'économie. Comment le thème de l'éradication de l'inutilité peut-il se traduire en programmes d'actions publiques ?

Compte rendu rédigé par Élisabeth Bourguinat

L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse les comptes rendus, les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs. Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.

Séminaire organisé avec le soutien d'ESCP Europe et grâce aux parrains de l'École de Paris (liste au 1^{er} mars 2017) :

Algoé¹ • ANRT • Be Angels • Carewan • CEA • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Île-de-France • Conseil régional d'Île-de-France • Crédit Agricole S.A. • Danone • EDF • ENGIE • ESCP Europe • FABERNOVEL • Fondation Crédit Coopératif • Fondation Roger Godino • Groupe BPCE • HRA Pharma² • IdVectoR² • La Fabrique de l'Industrie • Mairie de Paris • MINES ParisTech • Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique – DGE • Ministère de la Culture et de la Communication – DEPS • NEOMA Business School • Orange • PricewaterhouseCoopers • PSA Peugeot Citroën • Renault • SNCF • Thales • UIMM • Ylios

1. pour le séminaire Vie des affaires
2. pour le séminaire Ressources technologiques et innovation

Le rôle des économistes est d'observer les dynamiques à l'œuvre dans l'économie et d'anticiper leurs conséquences non seulement économiques, mais aussi politiques. Il y a vingt ans, j'annonçais une augmentation des inégalités de revenus liée aux trois formes de globalisation auxquelles nous assistons : celle du numérique, qui sous-tend toutes les autres; celle des entreprises, qui font éclater leurs chaînes de valeur et mettent les territoires en concurrence pour leur localisation; et enfin, la globalisation de la finance. En 2001, je presentais la crise financière qui s'est produite en 2008. D'une certaine façon, ma capacité d'anticipation a diminué, car j'ai publié il y a quinze mois seulement mon ouvrage *L'homme inutile – Du bon usage de l'économie*, dans lequel j'annonçais que le phénomène d'inutilité économique, qui touche de plus en plus de nos concitoyens, allait provoquer de graves tensions politiques. Or, on peut d'ores et déjà interpréter des événements tels que le Brexit, la montée de l'extrême droite en Europe ou l'élection de Donald Trump comme les résultats de ce phénomène.

La pire des inégalités

Pour écrire cet ouvrage, je suis parti d'un constat et d'une conviction désormais largement partagés par les économistes : les inégalités s'accroissent partout dans le monde et il est nécessaire de les réduire. Je me suis demandé quelle forme d'inégalité était la pire de toutes et à laquelle, par conséquent, il faudrait s'attaquer en premier.

Je suis rapidement parvenu à la conclusion qu'il s'agissait de l'inutilité économique, parce que c'est une forme d'inégalité contre laquelle il est très difficile de lutter. L'impôt, par exemple, n'y est d'aucun secours, alors qu'il peut permettre de lutter contre les inégalités de revenus ou de patrimoine.

L'inutilité procède en effet d'un cercle vicieux. Selon les statistiques de Pôle emploi, si vous êtes chômeur depuis plus d'un an, la probabilité que vous trouviez un emploi dans les trois prochains mois n'est que de 3%. Lorsque vous enchaînez les petits boulots intermittents, vous n'avez aucune possibilité de vous former pour accroître votre employabilité. L'inutilité est une trappe dont il est très compliqué de sortir.

Qui sont les “inutiles” ?

À l'occasion d'une conférence, une femme m'a interpellé : « *Je suis une chômeuse de longue durée et je me sens stigmatisée par vos propos. Sous prétexte que je suis chômeuse, je serais inutile ?* » J'ai été touché par cette réaction, mais je persiste à croire que, quitte à choquer, il faut appeler un chat un chat. Les chômeurs de longue durée sont inutiles aux autres et à eux-mêmes sur le plan économique, au sens où il faut les subventionner pour leur permettre de vivre, que ce soit via l'entraide familiale ou à travers les systèmes sociaux. Il en va de même de ceux qui enchaînent des emplois précaires leur interdisant de construire un projet. On peut également citer, dans les pays émergents, les paysans disposant de si peu de terre qu'ils ont du mal à se nourrir eux-mêmes, ou encore les hommes et femmes peinant à survivre dans les bidonvilles. Au total, on peut évaluer qu'il existe des dizaines de millions de personnes économiquement inutiles dans les pays riches, et des centaines de millions dans le reste du monde.

J'insiste sur l'adverbe *économiquement* inutiles. On m'a souvent objecté qu'un chômeur de longue durée engagé dans des activités bénévoles peut se montrer extrêmement utile à ses contemporains. C'est vrai, et c'est un thème cher à Michel Berry et à Louis Gallois, qui l'aborderont probablement tout à l'heure.

Les trappes d'inutilité

Plusieurs phénomènes entraînent la création de trappes d'inutilité. Dans certains pays du Sud, c'est le capital naturel qui fait défaut; ailleurs, c'est la finance qui joue un rôle majeur. Je me contenterai, ce soir, d'évoquer

les trappes d'inutilité issues de la globalisation et du clivage qu'elle a provoqué entre emplois nomades et emplois sédentaires.

Imaginons un bocal dont le contenu se répartirait en trois couches : en haut, du gaz ; au milieu, du liquide ; au fond, une sorte de bitume. Les emplois nomades, c'est-à-dire exposés à la compétition internationale et très mobiles, peuvent être représentés par la couche de gaz : lorsque les personnes qui les exercent perdent leur poste, leur emploi peut être très rapidement recréé dans un autre pays. La couche liquide symbolise les emplois sédentaires, c'est-à-dire produisant des biens et services qui, pour diverses raisons (techniques, réglementaires...), ne traversent pas les frontières. Ces emplois sont à l'abri de la compétition internationale, ce qui ne les empêche pas d'être éventuellement en très forte compétition avec d'autres emplois sédentaires. Ils sont à la fois moins menacés et moins mobiles que les emplois nomades. La couche de bitume représente les personnes piégées dans les trappes d'inutilité, qui ont énormément de mal à accéder à l'emploi.

Dans les pays riches, la globalisation des firmes entraîne, depuis au moins trois décennies, une diminution absolue du nombre d'emplois nomades et proportionnelle vis-à-vis des emplois sédentaires. Ceux qui exerçaient ces emplois se "déversent", pour employer l'expression d'Alfred Sauvy, dans le secteur sédentaire. Ceci a pour effet que la demande de biens et de services adressée par les nomades aux sédentaires se réduit, au moment où le nombre de sédentaires augmente. La rémunération de ces derniers diminue donc, ce qui accroît les inégalités. Comme les emplois sédentaires ne peuvent pas accueillir tout le monde, une partie des personnes qui les exerçaient tombe dans les trappes d'inutilité.

Ce mouvement n'est pas général et systématique. En particulier, il peut être contrebalancé par une appétence accrue pour les biens et les services sédentaires. Par exemple, si vous souhaitez passer une bonne soirée, vous pouvez choisir entre regarder Netflix sur votre écran Lenovo en mangeant une pizza surgelée, ou vous rendre dans le bistro du coin avant d'aller assister à un spectacle vivant. Dans le premier cas, vous aurez consommé essentiellement des biens et services nomades, et dans le deuxième, des biens et services sédentaires. Si de plus en plus de consommateurs font le deuxième choix, on pourrait assister à une croissance endogène du secteur sédentaire, qui pourrait créer autant ou même plus d'emplois que le secteur nomade n'en détruit. Ce phénomène pourrait endiguer l'évolution que j'ai décrite, à savoir le déversement des nomades vers les emplois sédentaires, l'accroissement des inégalités et l'entassement des "inutiles" dans les soutes du secteur sédentaire.

Une situation politiquement dangereuse

Si l'inutilité peut être considérée comme la pire des inégalités, ce n'est pas seulement parce qu'elle enferme les gens dans un piège, mais aussi parce qu'elle crée une situation politiquement dangereuse. Compte tenu de la complexité du monde actuel, il est de plus en plus difficile pour chacun de nous de comprendre les raisons profondes de son sort, que celui-ci soit heureux ou, surtout, malheureux. Ceux qui ont perdu leur emploi ou se retrouvent en situation de précarité peuvent être tentés d'imputer leurs malheurs à des boucs émissaires, par exemple les migrants qui viennent « *prendre nos emplois* » ou « *pomper les fonds de la Sécu* ». L'ancienne structuration des conflits économiques est remplacée par des oppositions à base identitaire, ethnique ou religieuse, et certains courants et partis politiques s'en emparent pour les exploiter.

Comment éradiquer l'inutilité ?

Puisqu'il y a consensus sur la nécessité de lutter contre des inégalités et que l'inutilité apparaît comme la pire d'entre elles, comment faire en sorte de l'éradiquer ?

Faire bouger les frontières entre économique et social

La première méthode, que je laisserai Michel Berry et Louis Gallois présenter, consisterait à faire bouger les frontières entre l'économique et le social, c'est-à-dire à accorder une valorisation économique à des activités offrant une utilité sociale. Cela peut être un outil très puissant si l'on prend cette piste au sérieux.

Rendre les emplois plus flexibles

La deuxième méthode consisterait à “fluidifier le bitume”, c’est-à-dire à accepter une certaine flexibilité des emplois pour créer une mobilité entre inutiles et sédentaires. La dichotomie actuelle entre CDI (Contrat à durée indéterminée) et précarité contribue à enfermer les gens dans l’inutilité. Je serais favorable à un contrat unique avec des obligations croissantes pour l’employeur, en fonction de la durée de l’emploi. Il faudrait également refondre entièrement le système de la Sécurité sociale de façon à ce que les droits (notamment à la formation et à la retraite) soient attachés à la personne, dans l’esprit du CPA (Compte personnel d’activité) et non variables selon le statut de l’activité. En d’autres termes, il faudrait concevoir un système de “flexi-sécurité” adapté à notre pays.

Créer des emplois

Instaurer les conditions d’une plus grande mobilité sans augmenter pour autant la précarité ne suffit pas. Encore faut-il créer des emplois nomades et sédentaires si l’on veut “aspérer” les gens hors des trappes d’inutilité. Louis Gallois a parfaitement décrit, dans son célèbre rapport, les mesures qui permettraient d’attirer en France davantage d’emplois nomades grâce à une plus grande compétitivité des entreprises et à de nouvelles politiques de formation.

Toutefois, ce rapport ne concerne que le secteur industriel. Or, avec Philippe Frocrain, doctorant à La Fabrique de l’industrie, nous avons montré qu’en France, 27 % seulement des emplois sont nomades (contre 30 % il y a quinze ans) et que la moitié d’entre eux relèvent des services. Il faut donc se garder d’assimiler, d’un côté, emplois industriels et emplois nomades et, de l’autre, emplois de services et emplois sédentaires. Par exemple, la production et la distribution d’électricité sont des métiers industriels mais sédentaires, alors qu’une partie des emplois du tourisme sont nomades.

Compte tenu de la part réduite des emplois nomades en France, il faut aussi s’atteler à accroître le nombre d’emplois sédentaires, comme je l’ai indiqué à l’instant.

Pour une Europe plus mercantiliste

Certaines mesures dépendent de la France, d’autres doivent être prises au niveau européen, voire même mondial. Le protectionnisme classique par les droits de douane au niveau national n’est pas une option souhaitable car il détruit les emplois nomades. En revanche, je milite pour un peu plus de mercantilisme au niveau européen. Lorsque Airbus veut vendre un avion en Chine, il est contraint de fabriquer 30 % de cet avion dans ce pays. Pourquoi la réciproque ne s’appliquerait-elle pas lorsque la compagnie chinoise Comac viendra vendre en Europe un concurrent direct de l’A320, qui plus est fortement inspiré de ce dernier ? L’Europe est le premier marché du monde et devrait appliquer aux investisseurs étrangers, qu’ils viennent de Chine ou d’autres pays émergents, les mêmes règles que celles imposées par ces derniers aux Européens.

Refonder l’Europe

On peut douter que l’Europe des vingt-huit parvienne à se mettre d’accord sur une stratégie mercantiliste de ce type. C’est pourquoi je préconise une Europe à trois cercles concentriques. Le premier serait composé des pays fondateurs auxquels s’ajouterait l’Espagne et, s’ils le souhaitent, les pays nordiques. Ils conserveraient l’euro et s’engageraient dans un processus d’intégration économique plus poussé. Le deuxième comprendrait la Grande-Bretagne et les pays de l’Est et des Balkans, avec lesquels seraient signés des accords évolutifs concernant l’accès aux marchés du premier cercle, les taux de change dans le cadre d’un serpent monétaire comme l’était le SME et les mouvements de personnes. Un troisième cercle accueillerait les pays situés aux frontières de l’Europe, comme la Turquie ou le Maroc, en gardant à l’esprit que le grand défi de ce siècle sera l’émergence de l’Afrique, qui devrait compter 2,5 milliards d’habitants en 2050, contre 900 millions pour la Chine au même horizon.

En réalité, l'ouvrage de Pierre-Noël Giraud se compose de quatre livres différents. Le premier, consacré à la méthode de travail des économistes, est passionnant. J'y adhère presque complètement, à l'exception de l'idée selon laquelle les inégalités seraient le moteur de l'histoire, sur laquelle je reviendrai. La deuxième partie, très novatrice, s'attache à définir le concept d'inutilité et bouscule notre vision habituelle de l'économie. La troisième propose des mesures économiques auxquelles je souscris totalement, mais dont je ne vois pas en quoi elles seraient susceptibles de résoudre le problème de l'homme inutile; j'y reviendrai également. Dans la quatrième partie, quelque peu nostalgique, Pierre-Noël Giraud retrace l'évolution de sa réflexion politique depuis sa jeunesse, très active et engagée, et souligne le rôle des ONG pour faire émerger un nouveau discours politique.

Démographie et révolutions technologiques

Pierre-Noël Giraud s'appuie sur Ricardo pour développer l'idée selon laquelle les inégalités sont le moteur de l'économie. Il aurait également pu citer Marx et son analyse de l'histoire selon le prisme de la lutte des classes. À mon sens, deux autres facteurs jouent un rôle prépondérant.

Le premier est ce que Fernand Braudel appelait « *la dictature de la démographie* ». Dans trente ou quarante ans, 30 à 40% des Français auront plus de 60 ans. Ce fait majeur, qui a aussi un impact en terme d'inutilité économique, va peser énormément sur l'évolution de notre société. J'ignore si les plus de 60 ans seront considérés comme utiles ou inutiles, mais il est certain que s'ils sont écartés de l'activité économique, ce sera essentiellement en raison de leur âge.

Le deuxième facteur est la succession des révolutions technologiques. Celle que nous connaissons aujourd'hui ne se réduit pas à la numérisation de l'économie; elle comprend également la transition énergétique ou encore l'explosion de la génétique. Les révolutions industrielles ne se produisent que si elles répondent à un besoin technique. Ainsi, on explique l'essor de la machine à vapeur par le fait que le fond des mines de charbon était régulièrement inondé et qu'il était impossible de retirer l'eau à dos d'homme. Certaines circonstances favorisent également les révolutions industrielles. On dit, par exemple, que le mouvement des *enclosures*, c'est-à-dire la privatisation des vaines pâtures et des anciens communaux, a paupérisé la petite paysannerie anglaise et l'a poussée vers les usines. On retrouve, dans ce contexte, la question des inégalités et de la confrontation entre classes sociales, mais leur rôle n'est pas plus déterminant que l'innovation technologique ou que les besoins techniques auxquels celle-ci répond.

Le retour des Ateliers nationaux ?

Comme je l'ai indiqué, je souscris aux mesures proposées par Pierre-Noël Giraud, telles que la flexibilisation du contrat de travail, la retraite par points, ou encore la refonte de l'Union européenne en trois cercles. Mais, à mon sens, ces mesures ne changeront pas grand-chose au phénomène de l'inutilité.

Même si je n'accorde pas beaucoup de crédit au rapport du cabinet McKinsey, selon lequel 45% des emplois pourraient disparaître avec l'automatisation, et qui prétend, par exemple, que la banque s'apprête à connaître le même sort que la sidérurgie, il est légitime de s'interroger avec Jeremy Rifkin sur la capacité de notre société à offrir un emploi à chacun. Dans cette hypothèse, on peut réfléchir à la possibilité, suggérée par Pierre-Noël Giraud, que l'utilité ne se définisse plus uniquement comme le fait d'exercer un emploi de type marchand, ou aux propositions de Michel Berry pour déplacer la frontière entre le marchand et le non marchand. Ma crainte est cependant qu'on en revienne à la méthode du sapeur Camember, qui creusait un trou pour en boucher un autre, et aux Ateliers nationaux de 1848...

L'École de Paris du management a démarré ses travaux en 1993 et, dans ses débuts, s'est intéressée essentiellement à la gestion des entreprises. À partir de 1995, constatant que le chômage progressait, nous avons cherché à savoir ce qui se passait en dehors du monde des entreprises et, en 1997, nous avons créé un séminaire intitulé Vies collectives, qui a évolué pour devenir en 2011 [Économie et sens](#). Au cours des deux cents séances de ces séminaires, nous avons découvert des initiatives extraordinaires, comme [les centres d'accueil Emmaüs](#), [le Réseau d'échanges réciproques de savoirs](#), [les Restos du cœur](#), [les Jardins de Cocagne](#), [Coopaname](#), [World Tricot](#), [Siel Bleu](#) ou encore [Singa](#).

Le monde des *entrepreneurs*

Ces découvertes m'ont conduit, il y a quelques années, à publier des articles autour de l'idée que nous sommes en train de vivre une mutation, ce qui signifie qu'un monde meurt et qu'un autre naît. Celui qui meurt, nous en entendons parler tous les jours dans la presse, mais celui qui naît, dynamique, diversifié et porté par ceux que j'appelle les *entrepreneurs*, aussi bien dans les entreprises que dans la société civile, est beaucoup moins connu.

Beaucoup de gens ont trouvé ces articles intéressants, mais m'ont objecté que « *ceux qui créent de la richesse, ce sont les entrepreneurs. Les entrepreneurs, c'est sympa, mais ils consomment de la richesse au lieu d'en produire, donc en période de crise, point trop n'en faut* ». Les Jardins de Cocagne, par exemple, réinsèrent des chômeurs de longue durée en leur proposant des activités de maraîchage bio, mais « *ce sont des emplois subventionnés et il n'y a plus d'argent pour payer ce genre de chose* ». Quant aux centres d'accueil Emmaüs, ils hébergent et rémunèrent d'anciens SDF, mais « *ce ne sont pas de vrais emplois et ils sont sous-payés* ». J'avais beaucoup de mal à résister à ce genre d'arguments, largement partagés.

C'est alors que Pierre-Noël Giraud a fait paraître son ouvrage. Dès que l'ai lu, j'ai compris qu'il m'apportait la clé manquante. Voilà un économiste atypique mais reconnu qui, au terme d'un raisonnement très élaboré, propose une politique publique consistant à éradiquer l'inutilité. Avec un tel objectif, des initiatives comme les centres d'accueil Emmaüs prennent un intérêt nouveau, puisqu'ils permettent à des personnes de sortir de l'exclusion et de s'intégrer à un environnement où elles retrouvent de l'estime. De même, les Jardins de Cocagne, quoique subventionnés, paraissent mieux remplir l'objectif de lutter contre l'inutilité que le simple versement d'allocations chômage.

L'économie sociale et solidaire, un gisement d'emplois

Parmi les solutions proposées par Pierre-Noël Giraud pour lutter contre l'inutilité, toutes ne me paraissent pas promises au même succès. Développer les productions nomades est indispensable, car ce sont elles qui créent la richesse économique, contribuent à l'équilibre de la balance commerciale, poussent à innover et tirent les territoires en avant. Mais elles ne représentent que 27% des emplois en France et ne pourront donc pas suffire à résorber l'inutilité.

Par conséquent, il faut aussi et surtout s'intéresser aux 73% d'emplois sédentaires. Parmi les activités qu'ils recouvrent, on trouve les petites et grandes entreprises de commerce, d'artisanat ou de services à la personne, qui relèvent du secteur concurrentiel. Le nombre d'emplois qu'elles offrent pourrait être augmenté, notamment grâce à des allègements de charges. S'y ajoutent les postes de fonctionnaires (enseignants, infirmières, juges, agents des impôts, policiers...), dont le nombre, en revanche, paraît difficile à accroître. Une troisième catégorie d'emplois sédentaires est souvent ignorée par les économistes. Il s'agit des emplois relevant de l'économie sociale et solidaire (ESS), un secteur difficile à analyser compte tenu de son caractère profondément hybride : on y trouve à la fois du marchand et du non marchand, des subventions, du bénévolat, du salariat, des dons en nature, etc. L'inconvénient de l'ESS est qu'elle ne peut généralement vivre qu'en étant plus ou moins subventionnée. Son avantage est qu'elle offre un grand gisement d'emplois, comme le montre l'exemple suivant.

Le réseau Môm'artre

Le réseau [Môm'artre](#) gère des lieux d'accueil pour les enfants de 6 à 11 ans dont les parents ne peuvent pas s'occuper après la fin de l'école, soit parce qu'il s'agit de foyers monoparentaux, soit parce que leurs horaires de travail sont décalés. Les animateurs de Môm'artre vont chercher les enfants à 16h30, leur donnent un goûter et leur font faire leurs devoirs, puis leur proposent des activités artistiques variées et très bien organisées. L'engouement pour le service proposé est tel que les familles les plus aisées acceptent de le payer 10 euros de l'heure, tandis que les plus modestes ne se voient demander que 10 centimes.

Compte tenu du succès rencontré, le marché de Môm'artre devrait être considérable. Pourtant, en quinze ans, le réseau n'a ouvert que onze sites qui, au total, emploient quarante-cinq salariés et quarante-cinq bénévoles pour accueillir mille deux cents enfants. C'est déjà remarquable, mais pourquoi cette initiative ne se développe-t-elle pas davantage ?

Une des explications fournies par sa fondatrice est qu'elle doit, d'ores et déjà, gérer cent cinquante subventions différentes ! J'en conclus que les créateurs de start-up et même les gros industriels sont probablement davantage soutenus par des financements publics et un enthousiasme collectif que les entreprises de l'ESS, alors que celles-ci pourraient sans doute œuvrer plus efficacement contre l'inutilité.

Mobiliser les dépenses passives

Plutôt que d'obliger les acteurs de l'ESS à gérer d'innombrables lignes de subventions, on pourrait mobiliser ce qu'on appelle les dépenses passives, c'est-à-dire les indemnités de chômage et les préretraites, pour financer les emplois qu'ils offrent.

En France, trois millions de personnes ont comme seule activité reconnue le fait de multiplier les démarches pour chercher un emploi alors que celui-ci, statistiquement, n'existe pas. Si elles ne le font pas, elles sont considérées comme des parasites et menacées de sanctions. Le seul résultat de ce dispositif est d'encombrer inutilement les services de recrutement des entreprises.

Il y a vingt ans déjà, au cours d'une soirée de l'École de Paris intitulée « [L'entreprise, la cité et la guerre économique](#) », j'avais proposé que l'on permette aux chômeurs qui le souhaiteraient de mettre leurs compétences au service d'activités d'utilité collective. Il y a quelques mois a été lancée une initiative qui ressemble à cette idée, [les Territoires zéro chômeur de longue durée](#), dont Louis Gallois nous parlera.

Permettre à chacun de s'impliquer dans une activité

L'espoir de trouver des emplois pour tous étant sans doute utopique, on pourrait aussi aller au-delà des leviers économiques pour faire reculer l'inutilité.

L'objectif deviendrait alors de permettre à chacun de s'impliquer dans une activité, qu'elle soit marchande ou financée par divers transferts, en s'inspirant, par exemple, des Réseaux d'échanges réciproques des savoirs. Créés il y a trente ans à partir de l'idée que tout le monde peut apprendre quelque chose et également enseigner quelque chose aux autres, ces réseaux permettent à leurs membres de construire des relations et de recevoir de la considération, le tout sans aucun échange financier. Ils mobilisent aujourd'hui des centaines de milliers de personnes, en France mais aussi à l'étranger ; il en existe même dans des camps de réfugiés ou de prisonniers. Des activités non marchandes de ce type pourraient également contribuer à faire reculer le sentiment d'inutilité qui mine notre société.

L'ouvrage de Pierre-Noël Giraud est passionnant et m'a donné beaucoup à réfléchir. Je crains toutefois que la notion d'inutilité conduise à une forme de fatalisme : « *Il y a deux millions et demi de chômeurs de longue durée, c'est comme cela et cela va encore empirer.* » Personnellement, je ne peux m'accommoder de cette situation, ni de la conséquence que certains en tirent, à savoir la proposition d'instaurer un revenu universel. Non seulement cette mesure coûterait entre 300 et 500 milliards d'euros, mais elle entérinerait une conception inégalitaire de la société et un vrai fatalisme par rapport au chômage.

Pour une nouvelle politique de l'emploi

Il faut donc en revenir à une politique de l'emploi, et celle-ci sera probablement plus efficace pour les emplois sédentaires que nomades. Accroître le nombre d'emplois nomades doit être un objectif, mais ce sera une tâche ardue, car il faut miser sur la compétitivité et si une entreprise veut rester compétitive, elle doit réaliser des gains de productivité. Pour que le solde de créations d'emplois soit positif, il faudrait que le taux de croissance de la production soit supérieur aux gains de productivité, ce qui paraît difficile dans l'industrie dans un proche avenir, sauf de façon marginale.

L'exigence d'augmenter la productivité est moins essentielle pour les emplois sédentaires. Cette augmentation est d'ailleurs historiquement faible, ce dont certains économistes s'étonnent, sachant que le numérique est censé accroître la productivité. Certains pays, comme la Grande-Bretagne, cherchent même à freiner les gains de productivité dans les services, de façon à limiter l'érosion des emplois.

La politique de l'emploi devrait s'accompagner d'une vraie politique de formation. En France, seulement 12 % des chômeurs bénéficient d'une formation, contre 50 à 60 % dans les pays nordiques.

Enfin, si l'on veut favoriser l'emploi, il faudrait cesser de lui faire payer la protection sociale. C'est la fiscalité qui devrait supporter la solidarité nationale, et non le travail.

Les Territoires zéro chômeur de longue durée

À la différence de Michel Berry, je suis favorable non pas à « *une activité pour chacun* » mais bel et bien à « *un emploi pour chacun* ». C'est l'objectif de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée, initiée par ATD Quart Monde et faisant l'objet d'une loi qui a été votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Cette expérimentation repose sur trois grandes idées. La première est que tous les chômeurs de longue durée sont employables, à condition d'analyser en détail leurs capacités et leurs aspirations, ce que Pôle emploi n'a plus le temps de faire.

La deuxième est qu'il existe des milliers d'emplois possibles, bien davantage que de demandeurs d'emplois, dès lors que l'on prend en considération des emplois qui seraient utiles collectivement, même s'ils ne sont pas marchands et ne peuvent pas se rémunérer immédiatement. Par exemple, dans certaines régions rurales, il serait utile que des épiciers assurent à nouveau des tournées permettant d'approvisionner les fermes et hameaux isolés; dans certains cas, cette activité pourrait progressivement leur permettre de se rémunérer. Autre exemple, de nombreux artisans ne réussissent pas à mener de front leur travail proprement dit et leur comptabilité, alors que des chômeurs auraient les compétences nécessaires pour la faire à leur place; en ayant plus de temps pour développer leur activité, les artisans deviendraient peu à peu capables de les rétribuer.

La troisième idée est que ces nouveaux emplois pourraient, au démarrage, être financés par l'État. Lorsque l'on additionne les prestations perçues par un chômeur de longue durée, les coûts indirects du chômage (santé,

pouvoir d'achat...) et les impôts qu'il ne paie pas, on peut considérer qu'il "coûte" chaque année entre 15 000 et 20 000 euros à la collectivité nationale. Pour ce montant, on pourrait rémunérer au SMIC un emploi utile tel que ceux que je viens d'évoquer. Une partie des contributions pourrait être trouvée auprès des collectivités publiques qui, d'une manière ou d'une autre, financent les chômeurs de longue durée, par exemple les départements qui seraient amenés à verser moins de RSA, les collectivités locales qui pourraient fermer des accueils de jour, etc.

L'expérimentation va être lancée à partir du 1er janvier 2017, sur une dizaine de territoires sélectionnés en raison du travail qu'ils ont déjà réalisé pour recenser les chômeurs de longue durée et pour inventorier les opportunités de nouveaux emplois ainsi que de la capacité qu'ils ont démontrée à rassembler tous les acteurs du territoire concerné autour de l'expérimentation. Des entreprises à but d'emploi (EBE) embaucheront les chômeurs en CDI et les rémunéreront au SMIC. Ces personnes seront mises à la disposition des artisans, des agriculteurs, des collectivités locales ou encore, par exemple, de l'Office national des forêts, ou créeront leur propre activité reconnue utile sur le territoire.

Il s'agit d'une expérimentation extraordinairement difficile mais absolument passionnante, qui consiste à transformer radicalement l'approche : au lieu d'essayer d'amener les gens vers l'emploi, on crée des emplois correspondant à ce qu'ils sont capables de faire. L'emploi devient un droit et il est produit par l'EBE. Le défi est de s'assurer qu'il s'agira de vrais emplois utiles. Ce point devra être vérifié dans l'évaluation du projet réalisé par un Comité scientifique indépendant.

Débat



Démographie et révolutions technologiques

Pierre-Noël Giraud : Je ne méconnais pas l'importance du rôle de la démographie ou des révolutions technologiques dans l'économie. Dans le livre, j'explique que les craintes de Malthus vont bientôt perdre tout objet, car la population mondiale va décroître à une vitesse que l'on n'imagine pas. Avec un taux de fécondité de 1,3 enfants par femme, l'Allemagne, sans immigration, ne compterait plus dans un siècle que 22 millions d'habitants au lieu de 80 millions. La Chine ayant également un taux de 1,3, c'est l'Afrique qui va devenir prépondérante. Mais des phénomènes de court terme comme la montée du Front national ou l'élection de Donald Trump ne s'expliquent pas par la démographie; le développement de l'inutilité économique me paraît un facteur plus pertinent.

Par ailleurs, je partage avec Louis Gallois l'idée que l'inutilité n'est pas une fatalité en soi mais une situation temporaire, peut-être liée en partie à la révolution numérique. Comme ce thème fera l'objet de mon prochain ouvrage, je n'en dirai pas davantage pour le moment...

La productivité

Je suis également d'accord sur le fait que la gestion des gains de productivité représente un levier fondamental, et que celui-ci doit être utilisé de façon différenciée pour les emplois nomades et pour les emplois sédentaires. Autant il serait absurde de vouloir réduire le temps de travail des nomades alors que ceux-ci sont exposés à la compétition internationale, autant on pourrait essayer de partager davantage les emplois sédentaires et de freiner leur productivité, à condition toutefois que cela ne se traduise pas par une hausse des coûts qui pèserait sur la compétitivité des emplois nomades.

Du pain et des jeux

Enfin, je partage la conviction que le revenu universel est une mauvaise idée. Cela m'évoque la formule *Panem et circenses* : à ceux qui n'ont pas de travail, on va offrir de quoi se nourrir et des jeux numériques gratuits. J'ai d'ailleurs été frappé de constater que le principe du revenu universel, initialement proposé par des altermondialistes et des "archéo-gauchistes", a été repris par tous les grands patrons de la Silicon Valley.

À mes yeux, l'important n'est pas seulement d'avoir de quoi manger, mais aussi de se sentir utile aux autres et à soi-même. Rémunérer quelqu'un pour "tenir les murs" de son HLM toute la journée me paraît presque pire que de ne rien lui donner et de l'obliger ainsi à se révolter et à se battre.

C'est pourquoi je suis très intéressé par l'expérience Territoires zéro chômeur de longue durée, mais en insistant sur le fait que les emplois proposés devront réellement être socialement utiles; à cette condition, ils pourront progressivement devenir économiquement utiles et se "marchandiser".

Un intervenant : *Pourquoi écarter d'un revers de main la proposition du revenu universel? On fait l'hypothèse que si l'on donne de l'argent aux gens, ils ne feront plus rien, ce qui est une vision de l'homme assez triste. Nous sommes tous peu ou prou en quête de sens et je suis convaincu que si l'on faisait confiance aux gens, le revenu universel les pousserait à valoriser des activités qui aujourd'hui ne le sont pas.*

P.-N. G. : Ce qui me paraît dangereux dans le revenu universel, c'est l'idéologie selon laquelle il suffirait de donner un peu d'argent aux gens pour que tout aille bien. En revanche, je suis favorable aux minima sociaux qui existent déjà et qui permettent que personne ne meure de faim dans notre pays. Mais ces minima doivent absolument rester un palliatif et ne pas être considérés comme une solution en soi. Ils posent d'ailleurs de nombreux problèmes techniques, notamment de seuil, et gagneraient peut-être à être remplacés par un impôt négatif continu.

Définition et mesure de l'inutilité

Int. : *Vous avez évoqué l'inutilité de ceux qui n'ont pas de travail, mais n'y a-t-il pas également de l'inutilité dans certains emplois sédentaires et nomades? J'ai cessé d'acheter des bombes de mousse à raser et je me sers désormais d'un blaireau et de savon. Un grand nombre de produits sont fondamentalement inutiles.*

P.-N. G. : Quelqu'un m'a demandé un jour : « *Le responsable du marketing chez Coca-Cola est-il vraiment utile?* » C'est une bonne question, mais ce n'est pas celle que j'ai voulu traiter. Je ne porte pas de jugement sur ce qu'on appelle la marchandisation croissante du monde. Je m'interroge sur l'utilité économique des acteurs dans le cadre du monde marchand.

Int. : *Certaines personnes peuvent avoir un emploi et se sentir inutiles, et à l'inverse d'autres peuvent n'avoir aucun emploi et se sentir très utiles. Comment mesurez-vous l'inutilité?*

P.-N. G. : Je me suis fondé sur des données mesurables, comme le nombre de chômeurs de longue durée, de travailleurs précaires, de *working poors*, etc. Certains parmi eux exercent de façon bénévole des activités revêtant une grande utilité sociale, mais je ne les compte pas comme des acteurs économiquement utiles car cette utilité sociale n'est pas reconnue et ne leur permet pas de vivre.

Pour le moment, l'Insee ne dénombre pas les "inutiles", de même qu'il ne fournit pas directement le nombre d'emplois nomades et d'emplois sédentaires. On arrive malgré tout à les reconstituer grâce à un certain nombre de calculs. La prochaine étape de mon travail avec Philippe Frocraïn sera de quantifier également le nombre d'"inutiles", et d'analyser la façon dont il évolue au fil du temps.

Emploi, travail, activité

Int. : *Si l'utilité est considérée comme le concept central, les termes d'emploi, de travail et même d'activité deviennent peu ou prou équivalents?*

Jean-Hervé Lorenzi : La question préjudicielle est de savoir si nos sociétés, dans les dix ans qui viennent, peuvent ou non atteindre le plein-emploi. Louis Gallois dit qu'il ne peut pas se résoudre à l'existence du chômage de longue durée; moi non plus, je ne peux pas l'accepter, mais il y a un grand nombre de choses que je ne peux pas accepter et qui existent pourtant. Ma conviction est que l'objectif du plein-emploi n'est pas atteignable et qu'il faudra donc imaginer des solutions intermédiaires.

Jusqu'ici, on a proposé deux grandes solutions mécaniques : partager l'emploi en réduisant le temps de travail et flexibiliser le travail sur le modèle allemand ou britannique, ce qui fait apparaître de nombreux petits emplois mal rémunérés. Ce soir, nous avons entendu une troisième proposition, consistant à mobiliser les allocations chômage pour financer des emplois socialement utiles.

Michel Berry : L'expérience de Môm'artre dessine une quatrième solution. Ce réseau emploie quarante-cinq salariés et quarante-cinq bénévoles, parmi lesquels des volontaires du service civique, des retraités, et pourquoi pas, demain, des bénéficiaires du revenu universel. L'important est que toutes ces personnes soient mobilisées par une activité très prenante qui leur permet de se sentir très utiles.

J.-H. L. : La marge de création de ce type d'emplois est malgré tout étroite, car il faut s'assurer que ces nouveaux emplois n'entreront pas en compétition avec ceux existants et ne mettront pas en difficulté des PME, notamment. C'est vraiment un défi que d'identifier des besoins sociaux non satisfaits et de les rendre progressivement marchands.

La solidarité, un investissement productif

M. B. : Louis Gallois, vous qui avez été directeur de cabinet d'un ministre, pensez-vous que les diverses mesures proposées ce soir puissent réellement passer dans les faits ?

Louis Gallois : La priorité à mes yeux est de convaincre nos concitoyens que la solidarité est un investissement productif. Le financement de ceux que nous appelons les "inutiles" est une question de solidarité nationale, mais c'est cette solidarité qui permettra à notre pays de retrouver de l'allant, de l'optimisme, du dynamisme, parce que chacun se sentira embarqué dans un projet collectif. Comment se sentir mobilisé quand notre pays compte deux millions et demi de chômeurs de longue durée et cent mille décrocheurs chaque année, et quand des régions entières ont le sentiment d'être complètement abandonnées, ce qui les conduit à voter Front national ? Notre pays ne retrouvera son dynamisme que s'il retrouve le sentiment de solidarité, et dans cet objectif, le financement d'emplois socialement utiles me paraît infiniment plus prometteur qu'un revenu universel. Cela ne nous empêchera pas de mener en parallèle des politiques de compétitivité, car nous avons besoin des emplois nomades pour porter la croissance. Mais je ne vois aucune contradiction entre compétitivité et solidarité : nous avons besoin des deux.

■ Présentation des orateurs ■

Michel Berry : ingénieur général des Mines, directeur de recherche au CNRS ; directeur du CRG (centre de recherche en gestion de l'École polytechnique) de 1974 à 1991 ; responsable de la série Gérer & Comprendre des Annales des Mines de 1956 à 2015, animateur de l'École de Paris du management, rédacteur en chef de La Gazette de la Société et des Techniques, président du comité d'orientation de La Jaune et la Rouge.

Louis Gallois : ancien élève d'HEC et de l'ENA ; président du conseil de surveillance de PSA, coprésident de La Fabrique de l'industrie, président de la Fédération des acteurs de la solidarité et de l'association de gestion du Fonds d'expérimentation zéro chômeur.

Pierre-Noël Giraud : professeur d'économie à PSL (Mines ParisTech et université Paris-Dauphine), membre de l'Académie des technologies ; derniers livres parus : *Principes d'économie* (La Découverte, 2016), *Richesses de la nature et pauvreté des nations – Essai sur la malédiction de la rente minière et pétrolière en Afrique*, en collaboration avec Jamal Azizi, Timothée Ollivier et Paul-Hervé Tamokoué Kamga (Presses des Mines, 2016), *Économie des matières premières*, en collaboration avec Timothée Ollivier (La Découverte, 2015), *L'Homme inutile – Du bon usage de l'économie* (Odile Jacob, 2015), *L'industrie française décroche-t-elle?* en collaboration avec Thierry Weil (La Documentation Française, 2013), *La mondialisation – Émergences et fragmentations* (Éditions Sciences Humaines, 2012), *Le Commerce des promesses – Petit traité sur la finance moderne* (collection Points/Économie, Éditions du Seuil, 2009).

Jean-Hervé Lorenzi : président du Cercle des économistes, membre du directoire d'Edmond de Rothschild, président du Pôle de compétitivité Finance Innovation, titulaire d'une chaire "Transitions démographiques, Transitions économiques" de la Fondation du Risque, responsable de la Revue *Risques* ; il est nommé en 1975 professeur d'économie à l'université de Paris-XIII et à l'École normale supérieure ; entre 1979 et 2000, il a été directeur adjoint de la Direction des industries électroniques et informatiques au ministère de l'Industrie, chef de la Mission informatique, conseiller technique du ministre de l'Industrie, conseiller économique du Premier ministre, directeur général de CEA Industrie, directeur général adjoint puis directeur général délégué de Gras Savoye ; il a été de 1992 à 2012 professeur à l'université Paris-Dauphine.

Diffusion mars 2017
